

DANS CE NUMÉRO

01 Protection des droits de l'enfant : un atelier régional pour former les OSC en programmation sensible aux conflits

Un atelier régional de formation sur la programmation sensible aux conflits s'est tenu au Gorée Institute du 10 au 12 juillet 2024. Avec l'appui financier d'ASDI, à travers Save the Children Suède (SCS) et Save the Children International pour la mise en œuvre du Programme mondial de renforcement ...

02 Atelier leadership politique, espace civique et dialogue entre les parties prenantes

Une activité annuelle qui cible les organisations ouest africaines de la société civile, les représentants des organes de gestion des élections et les groupes de protection des droits des femmes, ainsi que les associations de jeunes et les représentants de partis politiques au Sahel, notamment au Sénégal, au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Formation qui entre dans le cadre ...

03 Industries extractives, communautés locales et prévention des conflits en Afrique de l'Ouest : quel rôle pour l'état et la société civile ?

Dans le cadre de la mise en œuvre de son projet « Vers une synergie citoyenne ouest-africaine pour la transparence et l'équité dans la gestion et la redistribution des ressources des industries extractives », le Gorée Institute a organisé un dialogue régional multipartite les 12 et 13 juin 2024 ...

04 Le Gorée Institute associé à l'élaboration d'un plan d'action national 2024-2028 2250 de l'agenda jeunesse, paix et sécurité

Sur initiative du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture du Sénégal et du PNUD, la Première Consultation Nationale sur la Résolution 2250 (2015) Jeunesse Paix et Sécurité s'est tenue du 11 au 13 juin 2024 à Ziguinchor. L'objectif général de cette rencontre a été de faciliter ...

05 Le Gorée Institute aux premières assises africaines de la démocratie

Du 26 au 29 juin 2024 à Praia au Cap-Vert, divers leaders africains, responsables politiques et associatifs, écrivains, activistes, artistes, blogueurs se sont réunis pour réfléchir sur l'avenir de la démocratie en Afrique. Un événement organisé par la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie. Pour cette dernière, partenaire du Gorée Institute, ces premières Assises veulent rendre visible un continent jeune ...



Protection des droits de l'enfant : un atelier régional pour former les OSC en programmation sensible aux conflits

catastrophes naturelles. En effet, si au départ, ces projets ont pour but de produire des effets positifs, il n'en demeure pas moins qu'ils peuvent parfois entraîner des répercussions négatives. L'exemple le plus éloquent étant le génocide rwandais de 1994 où les génocidaires utilisaient l'aide humanitaires



Un atelier régional de formation sur la programmation sensible aux conflits s'est tenu au Goree Institute du **10 au 12 juillet 2024**. Avec l'appui financier d'ASDI, à travers **Save the Children Suède (SCS)** et **Save the Children International** pour la mise en œuvre du **Programme mondial de renforcement des organisations de la société civile pour les droits de l'enfant (PROSCIDE 2022 – 2026)**, cet atelier a pu renforcer les acteurs de la société civile œuvrant pour la protection et la promotion des droits de l'enfant en matière d'analyse sensible aux conflits dans leur programmation.

Pendant trois (3) jours, les acteurs de la société civile formés dans la programmation ont eu la possibilité d'effectuer des analyses sensibles aux conflits. Avec des outils nécessaires et adaptés à leur disposition, cet atelier a été l'occasion de créer des synergies entre les actions menées par les différents acteurs dans les environnements affectés ou non par les conflits.

Pour rappel, la plupart des projets humanitaires ont des impacts au sein des communautés bénéficiaires dans un contexte particulier, mais surtout dans les contextes fragiles touchés par des conflits ou

dans les camps des réfugiés pour pouvoir asseoir leur autorité. Des actes qui ont valu d'ailleurs une vague de vives critiques à l'endroit des agences de développement, d'aide humanitaire, de sécurité et de consolidation de la paix.



En effet, si la sensibilité aux conflits est perçue comme un outil incontournable pour les organisations porteuses de projets humanitaires dans leur programmation, c'est parce qu'elle favorise la bonne compréhension de l'impact de leurs initiatives, l'efficacité de leur intervention, l'atténuation des dommages et la reproduction de résultats participant à la construction d'une paix durable. D'ailleurs, ce principe est utilisé aujourd'hui comme un outil d'analyse, de conception et de planification de programmes.

Toutefois, plusieurs OSC dans les pays cibles (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali et Sénégal) ne sont pas assez outillées en matière de sensibilité aux conflits, et, par conséquent, en tiennent peu compte dans leurs actions ou programmes, d'où l'importance de les renforcer en mettant à leur disposition des outils pertinents pour une meilleure prise en compte de cette approche dans la conception et la planification de leurs projets et programmes de développement et d'aide humanitaire.

C'est dans cet ordre que l'atelier de formation tenu du 10 au 12 juillet a constitué une occasion pour les organisations de la société civile de protection et de

promotion des droits de l'enfant de discuter et d'échanger sur les bonnes pratiques, les défis ainsi que les difficultés qu'elles rencontrent dans un contexte marqué par des crises sécuritaires et tensions politiques au sein des différents pays cibles.

Etaient présents à cette activité régionale les organisations de protection des droits des enfants basées au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali et du Sénégal, mais aussi les membres du Consortium.

Pour rappel, ce programme de renforcement des OSC prévu entre 2022 –2026 est déroulé dans quatre (4) régions du monde dont l'Afrique de l'Ouest et a pour objectif général de contribuer à une société civile forte qui exige et soutient la réalisation des droits de l'enfant –en demandant aux Etats membres de rendre des comptes, en mobilisant et en responsabilisant les enfants et leurs communautés.



Atelier leadership politique, espace civique et dialogue entre les parties prenantes, du 05 au 07 juin 2024, Gorée, Sénégal



« Leadership politique, espace civique et dialogue entre les parties prenantes » est le thème de l'atelier régional de renforcement des capacités organisé à Gorée du 05 au 07 juin 2024.

Une activité annuelle qui cible les organisations ouest africaines de la société civile, les représentants des organes de gestion des élections et les groupes de protection des droits des femmes, ainsi que les associations de jeunes et les représentants de partis politiques au Sahel, notamment au Sénégal, au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Formation qui entre dans le cadre du programme « **Power of Dialogue** » qui vise à contribuer à la création d'un espace démocratique pacifique et d'un processus de prise de décision politique inclusif, réactif et représentatif.

Dans la région du Sahel, les leçons apprises des années d'interaction avec les femmes et les jeunes dans les situations de conflits ont révélé que ces derniers sont le plus souvent exclus des processus officiels de négociation de la paix et des processus politiques. En effet, les intérêts individuels et collectifs des populations sont de plus en plus menacés, ce qui laisse entrevoir un indicateur

dangereux pour une instabilité politique prolongée et souvent déclenchée par des élections. Aussi, le manque d'informations d'alerte précoce et de moyens de prévention des conflits par les OSC tend à poser des défis importants pour relier les défis de sécurité au sein de l'État et ses implications pour la

stabilité politique des pays. Dans le même contexte, il importe également de souligner que l'espace civique qui est universellement considéré comme un ingrédient indispensable au bon fonctionnement des sociétés démocratiques devient de plus en plus obstrué.

A cet égard, la formation qui a duré trois (3) jours a contribué à corriger les lacunes en matière de capacité à anticiper les crises en se basant sur la capacité à surveiller les signes d'alerte. Elle a favorisé aussi une démarche inclusive et participative axée sur le dialogue avec tous les acteurs concernés.

Par ailleurs, l'atelier de formation régional a contribué à outiller les OSC et acteurs politiques des pays cibles du POD engagés dans la prévention des conflits aux niveaux local et national et dans la promotion de l'État de droit, les dotant aussi de connaissances plus approfondies en matière de surveillance de l'espace civique et de compréhension de la technologie civique. Ce qui participera à consolider leur engagement dans la médiation et le dialogue.



De manière générale, il s'agit lors de cet atelier de renforcement de capacités, d'améliorer les compétences de leadership des principales parties prenantes en matière de médiation et de dialogue afin de prévenir et/ou d'atténuer les crises à travers une promotion de l'État de droit et l'ouverture de l'espace civique.

La formation a regroupé 30 participants, des deux sexes, membres des organisations de la société civile activement impliquées dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et les processus électoraux et des groupes civiques, y compris les groupes de défense de l'égalité des sexes et les associations de jeunes.

L'atelier a permis de mettre en exergue les défis des organisations de la société civile, notamment en ce qui concerne l'importance de surveiller, à travers une évaluation régulière et une analyse objective des indicateurs structurels dans l'élaboration de réponses durables aux risques de crises au Niger, au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso. L'ensemble des participants ont souligné la nécessité pour « *les citoyens, les acteurs de la société civile et leurs alliés à formuler une réponse globale et faire passer un message fort pour défendre notre espace commun de participation, d'expression et d'action* ».

En somme, **l'atelier sur le leadership politique, l'espace civique et le dialogue entre les parties prenantes** a permis globalement de renforcer des capacités des OSC, des acteurs étatiques et des groupes de défense des droits des femmes en matière de prévention des conflits au Sahel. Elle a aussi permis, à travers un manuel d'instruction, de guider les analystes dans la réalisation des évaluations annuelles des risques structurels partagés. De surcroît, les sessions thématiques ont contribué à favoriser une compréhension des différentes notions et concepts, mais aussi d'aborder, de manière approfondie, les interactions entre les parties prenantes pour garantir le développement de l'espace civique ainsi que les stratégies nécessaires pour impulser le dialogue entre les parties prenantes.



Industries extractives, communautés locales et prévention des conflits en Afrique de l'Ouest : quel rôle pour l'état et la société civile ?

de tensions et de conflits au sein des communautés locales, notamment en ce qui concerne l'accès aux ressources, l'impact environnemental et la répartition juste des bénéfices. Ainsi, face à ces défis, une approche holistique et collaborative impliquant l'État, la société civile et les acteurs industriels s'avère indispensable.



Dans le cadre de la mise en œuvre de son projet « **Vers une synergie citoyenne ouest-africaine pour la transparence et l'équité dans la gestion et la redistribution des ressources des industries extractives** », le Gorée Institute a organisé un dialogue régional multipartite les 12 et 13 juin 2024 sur le thème « **Industries extractives, communautés locales et prévention des conflits : quel rôle pour l'État et la société civile ?** »

En effet, il importe de souligner que le choix de la thématique de ce dialogue régional multipartite résulte des conclusions de la Table ronde d'experts du secteur extractif tenue les 27 et 28 novembre 2023 au Gorée Institute, impliquant les pays ciblés par le programme Gouvernance des Ressources Naturelles, à savoir la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Sénégal, le Nigeria, la Sierra Leone et le Ghana. Au cours de cette Table ronde, les débats enrichissants ayant permis d'identifier un déséquilibre de pouvoir manifeste entre les entreprises extractives et les communautés locales ont ainsi motivé l'organisation de ce dialogue.

Aujourd'hui, le constat est unanime sur le fait que malgré leur potentiel de génération de revenus, les industries extractives peuvent aussi être à l'origine

En effet, le contexte socio-économique de l'Afrique de l'Ouest relève le paradoxe d'une région dotée d'importantes ressources naturelles, mais confrontée à d'énormes défis dans leur gestion. Des difficultés qui se traduisent par des conflits persistants, une insécurité humaine alarmante et une instabilité politique chronique, souvent liées à une exploitation problématique des ressources.

C'est dans un tel contexte que le projet du Gorée Institute sur les ressources minérales et la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest, financé par la Fondation Ford, se positionne comme une réponse. Il cherche à comprendre les liens entre l'exploitation des ressources et les tensions socio-politiques, tout en renforçant les initiatives pour une gouvernance plus inclusive et transparente de ces ressources cruciales. Ainsi, une approche inclusive et participative est nécessaire pour la gestion de ces ressources, impliquant une meilleure intégration des communautés locales dans les processus décisionnels et une révision des mécanismes de partage des revenus et des responsabilités.

Les cas Simandou et Senguélen en Guinée et SOMIVA à Ndendory et les récents affrontements à

Khassanto au Sénégal sont des exemples concrets de conflits au sein des communautés locales.

Ce dialogue régional multipartite a été donc une opportunité pour favoriser une meilleure compréhension commune des enjeux, renforcer la coopération entre les différents acteurs, promouvoir la transparence et la responsabilité et identifier des solutions concertées pour la prévention des conflits et la promotion du développement durable dans les zones d'activités extractives.

Par ailleurs, cette activité de deux jours a permis d'offrir une plateforme cruciale aux organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest, à des parlementaires et aux acteurs étatiques d'aborder ensemble les enjeux socio-économiques et environnementaux associés à ces secteurs et offrant ainsi une occasion unique de questionner le rôle de l'État dans la régulation et la gestion des industries extractives, ainsi que les responsabilités et engagements de la société civile dans la protection des droits des communautés locales et la promotion de la transparence.

En outre, le dialogue régional multipartite a permis d'explorer les industries extractives, les dynamiques locales et la prévention des conflits de l'intégration régionale. Il a aussi permis d'examiner les avantages et les inconvénients liés à la gestion de ressources naturelles pour les communautés locales, ainsi que le rôle de nos États et de la société civile. Il a également permis de formuler des recommandations pratiques et opérationnelles pour l'UA, les États membres de la CEDEAO et les autres parties prenantes travaillant sur le sujet et les domaines connexes.

Ont pris part à ce dialogue régional multipartite des représentants de l'Union Africaine (MISAHEL), de la CEDEAO, de l'État du Sénégal, des parlementaires, des experts, des organisations de la société civile, des universitaires ainsi que des partenaires au développement.

Plusieurs recommandations clés sont issues de cette rencontre.

- Renforcer les cadres législatifs et réglementaires : réviser et mettre à jour la législation minière pour intégrer les normes internationales de protection environnementale et des droits communautaires.
- Améliorer des politiques de redistribution et d'indemnisation : mettre en place des mécanismes transparents et équitables pour la redistribution des revenus miniers aux niveaux national et local.
- Établir des politiques de compensation équitable pour les pertes économiques et sociales subies par les communautés affectées par la transition, notamment en ce qui concerne la perte de revenus agricoles ou de pêche, en fixant des barèmes clairs et justes pour les indemnisations.
- Former des communautés locales : éduquer sur les droits et les meilleures pratiques environnementales pour réduire les impacts négatifs.
- Documenter des cas de violence des DESC et d'impacts dans le cadre de l'exploitation des ressources naturelles sous format de document de plaidoyer pour mieux les prévenir et les gérer.
- Promouvoir des lois pour une gouvernance transparente : légiférer pour renforcer la supervision des permis miniers et auditer régulièrement les opérations.
- Créer des commissions parlementaires spécifiques : examiner les impacts de l'orpaillage artisanal et proposer des réformes législatives.
- Adopter de pratiques de consultation robustes, investir dans l'engagement communautaire et le développement local.
- Tenir en compte les besoins des femmes, des jeunes, des personnes âgées et des handicapées dans les projets de développement local.
- Former des journalistes sur le fonctionnement des sites miniers pour mieux comprendre et

couvrir les enjeux liés à ce domaine et ainsi améliorer la qualité des reportages et éviter la désinformation.

- Renforcer la formation et la sensibilisation des forces de l'ordre et de sécurité aux Droits humains et sur les impacts environnementaux liés aux activités extractives.
- Renforcer les mécanismes de communication réguliers et efficaces entre les forces de défense et de sécurité et les communautés locales pour prévenir les conflits et favoriser la confiance mutuelle.
- Améliorer des mécanismes de gestion des plaintes des communautés locales concernant les interventions des forces de défense et de sécurité, garantissant la transparence et l'efficacité dans le traitement de ces plaintes.
- Initier des Assises de la société civile pour cartographier les spécialisations des différentes organisations pour l'harmonisation des initiatives.
- Réfléchir sur l'exploitation du Zircon à Niafrang pour anticiper les conflits potentiels.
- Mettre en place un réseau de journalistes en Afrique de l'Ouest et lancer un portail Web pour informer et alerter.

En plus des recommandations, le dialogue régional entre les pays d'Afrique de l'Ouest sur le secteur extractif a été un instrument de production de leçons pour le bon fonctionnement du secteur extractif. Entre autres leçons apprises, nous avons :

- L'importance de la transparence et de la participation : la transparence dans la gestion des ressources extractives est cruciale pour éviter les tensions et les conflits.
- La participation significative des communautés locales dans les processus décisionnels est essentielle pour assurer une gouvernance équitable et durable.

Impact des cadres législatifs et réglementaires :

- Le constant que des cadres législatifs et réglementaires forts sont nécessaires pour encadrer l'exploitation des ressources extractives et garantir la protection des droits des communautés.

Nécessité de développement économique inclusif:

- Les avantages économiques tirés des industries extractives doivent être redistribués de manière équitable pour bénéficier aux communautés locales et réduire les disparités socio-économiques.

Rôle Central de la Société Civile :

- La société civile joue un rôle crucial en plaidant pour les droits des communautés, en éduquant les populations sur leurs droits et en exerçant une pression sur les gouvernements et les entreprises pour plus de transparence et de responsabilité.

Le dialogue régional entre les pays d'Afrique de l'Ouest sur le secteur extractif a été une plateforme cruciale pour identifier les défis communs et explorer les opportunités de développement durable. Ce dialogue a produit des recommandations stratégiques pour renforcer la gouvernance des industries extractives en Afrique de l'Ouest, visant à promouvoir le développement durable tout en préservant les droits et les intérêts des communautés locales. Les conclusions de ces discussions ont débouché sur des recommandations stratégiques visant à améliorer la gouvernance du secteur extractif. Ces recommandations incluent des mesures pour renforcer la réglementation, promouvoir la transparence et responsabiliser les acteurs impliqués. Elles serviront de base solide pour orienter les politiques nationales et régionales vers une exploitation plus durable des ressources naturelles. De plus, le dialogue a favorisé une coopération renforcée entre les gouvernements, les entreprises, la société civile et les communautés locales, facilitant ainsi une approche intégrée du développement économique et environnemental.

PARTENARIATS ET RÉSEAUX

Le Gorée Institute associé à l'élaboration d'un plan d'action national 2024-2028 2250 de l'agenda jeunesse, paix et sécurité



Sur initiative du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture du Sénégal et du PNUD, la Première Consultation Nationale sur la Résolution 2250 (2015) Jeunesse Paix et Sécurité s'est tenue du 11 au 13 juin 2024 à Ziguinchor. L'objectif général de cette rencontre a été de faciliter l'inclusion, l'engagement et la participation active des jeunes sénégalais dans toutes les problématiques en lien avec la paix et la sécurité au Sénégal. Ainsi, cette rencontre a permis l'intégration des questions préalables et transversales telles que l'accès à l'emploi, le phénomène migratoire, les problématiques sécuritaires, la sécurité climatique et la participation des jeunes dans le système de gouvernance politique.

La consultation nationale a réuni plus de cent (100) participants venant des ministères sectoriels concernés, des jeunes hommes et femmes leaders âgés de 18 à 35 ans au sein du Conseil national et de l'Union Africaine actifs dans la promotion et la consolidation de la paix au Sénégal, des Organisations de la Société Civile (OSC) actives, des organisations de jeunes et de femmes, de collectivités territoriales, des leaders religieux et coutumiers, des chefs traditionnels, des jeunes leaders des partis politiques, des partenaires techniques et financiers, les agences des Nations

Unies (RCO, UNFPA, UNICEF, OIM, ONU Femmes, UNISS, UNOWAS) et les représentants d'institutions universitaires et des écoles de formation.

Le Gorée Institute aux premières assises africaines de la démocratie



Du 26 au 29 juin 2024 à Praia au Cap-Vert, divers leaders africains, responsables politiques et associatifs, écrivains, activistes, artistes, blogueurs se sont réunis pour réfléchir sur l'avenir de la démocratie en Afrique. Un événement organisé par la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie. Pour cette dernière, partenaire du Gorée Institute, ces premières Assises veulent rendre visible un continent jeune et qui, misant sur son intelligence et ses atouts, deviendra une force de transformation du monde. La démocratie substantive prônée par la Fondation est l'un des moyens pour atteindre cet objectif.



Le Gorée Institute reçoit la visite des délégations d'ambassades !

Le Gorée Institute à travers son instrument d'autofinancement, TERAL, reçoit des hôtes venants de divers horizons. Ces visiteurs sont le plus souvent en voyage d'affaires au Sénégal dans le but de nouer des partenariats.

- L'Institut a reçu le 14 juin 2024 une délégation de l'ambassade de France. Cette dernière a organisé un séminaire axé sur le plan d'action de l'ambassade de France au Sénégal. Ce séminaire de 45 participations a été une occasion pour l'équipe de France de réfléchir à la mise en œuvre de ce plan d'action autant qu'à ses modalités de suivi-évaluation.

- Une autre visite s'est tenue le 27 juin 2024. Il s'est agi d'une visite d'une délégation du ministère des Affaires étrangères d'Espagne accompagnée par l'ambassadrice d'Espagne au Sénégal. La délégation s'est entretenue avec un groupe d'une dizaine de femmes résidentes à l'Île de Gorée.





Gorée Institute

CENTRE POUR LA DÉMOCRATIE, LE DÉVELOPPEMENT ET LA CULTURE EN AFRIQUE

VISION

Le Gorée Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés engagées, d'institutions fortes et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des États démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes ainsi qu'une société civile indépendante et engagée.

MISSION

Notre mission est de promouvoir l'émergence de sociétés justes, paisibles et autosuffisantes en Afrique. Nous la réalisons en nous efforçant d'élargir la gamme des paradigmes, des outils, du savoir-faire et des connaissances pouvant promouvoir l'émergence de sociétés paisibles et autosuffisantes. Dans ce but, nous renforçons également les capacités des institutions et des individus qui constituent ces sociétés et qui œuvrent pour leur établissement. Ce faisant, nous optimisons l'utilisation des ressources humaines, créatrices et financières du continent, tout en exploitant et en adaptant les meilleures pratiques venant d'ailleurs.

VALEURS

Le dévouement de l'ensemble du personnel à l'Institut et à sa mission constitue notre principal atout. L'innovation, la créativité, la pensée critique ainsi que la participation aux réseaux d'action sont, par excellence, nos valeurs, compétences et activités essentielles.

Gorée Institute

Residence Bibi, Rue des Gourmets
BP: 05 Ile de Gorée, Dakar, Sénégal
Telephone: +221 33 849 48 49
Email: info@goreeinstitut.org
Site web: <https://goreeinstitut.org>

